
DRU C. GLADNEY

L'EXPANSION DU COLONIALISME INTÉRIEUR EN CHINE

LE NATIONALISME CHINOIS
ET SES SUJETS SUBALTERNES *

LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE de la République populaire de Chine en cette fin de siècle rend ses voisins très nerveux. Alors que les intentions de la Chine à propos de la récupération de Hong Kong et de Taiwan sont connues, le doute demeure quant à ses autres visées expansionnistes. Nous avançons ici l'hypothèse que si la Chine n'a sans doute pas de telles visées à l'égard des territoires voisins qui ne sont pas déjà intégrés à la République populaire, les changements de politique à l'égard de ses groupes subalternes à l'intérieur de ses frontières laissent supposer que la montée du nationalisme chinois risque d'avoir d'importantes conséquences pour le développement d'un colonialisme intérieur.

59

LE COLONIALISME INTÉRIEUR CHINOIS

Dans un essai publié en 1994, j'avais suggéré que la catégorisation et la classification systématique de tous les niveaux de la société chinoise, de la politique économique aux classes sociales, aux catégories de genre, de groupe ethnique et de nationalité, représentent un vaste projet, en cours de développement, de colonialisme intérieur¹. Bien qu'il se soit calmé depuis longtemps, le débat lancé par l'historien Michael Hechter, avec

* Traduit de l'anglais par Isabelle Richet.

1. Dru C. Gladney, « Salman Rushdie in China : Religion, Ethnicity and State Definition in the People's Republic », in Helen Hardacre, Laurel Kendall et Charles Keyer, éd., *Asian Visions of Autonomy : Religion and the Modern States of East and Southeast Asia*, Honolulu, University of Hawaii Press, 1994, p. 255-278.

son ouvrage *Internal Colonialism : The Celtic Fringe in British National Development, 1536-1966*², a eu lui-même une histoire intéressante. Alors que quelques articles avaient été publiés dans les années soixante et au début des années soixante-dix, s'intéressant essentiellement aux effets politiques et économiques durables du colonialisme passé en Méso-Amérique, le livre de Hechter fut le premier à mettre en avant une approche théorique ayant un large champ d'application dans les sociétés urbaines occidentales postcoloniales. Hechter établit un intéressant lien théorique entre *Le Développement du capitalisme en Russie* de Lénine et l'article de Gramsci « La question du Sud », en expliquant que les relations internationales sont étroitement liées aux relations sociales intérieures³. De ce point de vue, Michael Hechter suggère ailleurs que la distribution de certains peuples dans « un système hiérarchique de division culturelle du travail » sous les administrations coloniales entraîne le développement d'identités ethniques qui supplantent l'identité de classe⁴. Ce « colonialisme intérieur » est déterminé par l'échange inégal entre les centres de pouvoir urbains et les régions périphériques, souvent ethniques. Dans son étude de la « frange celtique », Michael Hechter décrit le développement national de l'État britannique post-colonial comme si ces régions étaient toujours sous un système d'exploitation économique colonial.

La théorie du colonialisme intérieur élaborée par Hechter s'est montrée très fructueuse pour l'étude d'autres pays que la Grande-Bretagne, en particulier les sociétés postcoloniales et socialistes. Une avalanche de plus de quarante articles et au moins deux livres ont été publiés dans les années soixante-dix avec le terme « colonialisme intérieur » dans leur titre, culminant avec la publication d'un numéro spécial de la revue *Ethnic and Racial Studies* sur la question en 1979. Il en ressortait que le concept de colonialisme intérieur pouvait s'appliquer à l'Afrique du Sud, la Thaïlande, au Soudan, au Pays de Galles, à la Bretagne, au Québec, à l'Autriche-Hongrie, à l'Écosse, au Bangladesh, aux tribus cherokees et aux Chicanos en Amérique du Nord, aux Palestiniens en Israël, et qu'il pouvait expliquer à la fois la cause et le succès de la politique des nationalités de Staline en Union soviétique⁵.

2. Londres, Routledge and Kegan Paul, 1975.

3. *Ibid.*, p. 8.

4. Michael Hechter et Margaret Levi, « The Comparative Analysis of Ethnoregional Movements », *Ethnic and Racial Studies*, 2 (3), 1979, p. 263.

5. Alvin W. Gouldner, « Stalinism : A Study of Internal Colonialism », *Telos*, 34, 1978, p. 11-14.

La majorité de ces exemples soulignent l'exploitation de nombreux groupes ethniques, moins développés culturellement que les groupes dominants, par une petite élite urbaine au pouvoir qui contrôle l'accès au capital et sa distribution. La théorie a été par la suite critiquée et abandonnée car elle était jugée trop générale et son champ d'application trop large. De façon assez intéressante, elle n'a cependant jamais été appliquée à la Chine. Il me semble pourtant que certains changements récents dans la politique chinoise rendent cette approche particulièrement fructueuse pour comprendre la politique coloniale de la Chine en cette fin de XX^e siècle.

Il est assez ironique de constater que, dans le monde postcolonial actuel, la République populaire de Chine, qui fut fondée sur la base d'un « nationalisme anticolonial⁶ », s'attache activement à faire aboutir ses revendications à propos de Hong Kong, de Taiwan et des îles Spratly, alors que la plupart des nations perdent des territoires plutôt qu'elles n'en gagnent. Malgré les affirmations contraires de Pékin, le départ de l'administration coloniale britannique en 1997 ne signifiera pas la libération de Hong Kong. Et on est assez proche de la vérité si l'on affirme que le Tibet est littéralement une colonie de la Chine, malgré les problèmes de définition de la théorie du colonialisme interne.

61

PERSPECTIVES SUBALTERNES À PROPOS DU CORPS GÉOGRAPHIQUE CHINOIS

Comme l'a si brillamment expliqué Thongchai Winichakul dans son ouvrage pionnier *Siam Mapped*⁷, les nations modernes sont formées par l'imposition de frontières, de limites et de configurations précises à des régions, des peuples ou des espaces jusque-là sans frontières, limites ou régions catégorisées. L'invention et la « communauté imaginaire⁸ » du corps géographique de la Thaïlande, explique Thongchai Winichakul, s'est effectuée à travers un processus, initié par l'État, de définition de limites, de peuples, de centres et de périphéries. Il est clair que des régions que la Chine estime appartenir à son corps géographique, comme Hong

6. Edward Friedman, « Reconstructing China's National Identity: A Southern Alternative to Mao-Era Anti-Imperialist Nationalism », *The Journal of Asian Studies*, vol. 53, 1, 1994, p. 67-91.

7. Thongchai Winichakul, *Siam Mapped: A History of the Geo-Body of a Nation*, Honolulu, University of Hawaii Press, 1994, p. 15.

8. Benedict Anderson, *Imagined Communities: Reflections on the Origin and Spread of Nationalism*, Londres, Verso, 1983.

Kong, Taiwan, le Tibet et Xinjiang, ne seront jamais considérées comme libérées de l'autorité chinoise. Car cela reviendrait, pour beaucoup de Chinois, à se couper un membre. La récupération de Hong Kong et de Taiwan est simplement une opération de chirurgie reconstructive.

62 S'inspirant des études des groupes subalternes qui se développent en Asie du Sud et de travaux de critique culturelle, cet article cherche à comprendre les implications du développement du colonialisme intérieur chinois et des notions de « corps géographique » chinois pour ses sujets subalternes. Nous entendons par « sujets subalternes » les groupes, les individus et les subjectivités qui continuent à être regardés comme étant moins authentiques, plus périphériques et plus éloignés du noyau de la tradition chinoise. C'est peut-être la reconnaissance et la tolérance de l'hétérogénéité qui expliquent la grande influence de ces travaux sur les groupes subalternes en Inde⁹, alors qu'aucun mouvement similaire n'est apparu en Chine. Ces chercheurs d'Asie du Sud, comme Gayatri Chakrovorty Spivak, Ranajit Guha, Dipesh Chakrabarty, Partna Chatterjee, Homi Bhabha, Gyanandra Pandey, Shaid Amin et Akhil Gupta, pour n'en nommer que quelques-uns, partagent un engagement commun à réaliser des études postcoloniales sur la société indienne. Comme le note Edward Said dans son introduction à la collection désormais classique d'essais publiés sous la direction de Ranajit Guha, le premier volume de *Subaltern Studies: Writings on South Asian History and Society* publié en 1982 affirmait que « jusqu'ici l'histoire indienne avait été écrite d'un point de vue colonialiste et élitiste, alors qu'une grande partie de cette histoire avait été faite par les classes subalternes, d'où la nécessité d'une nouvelle historiographie¹⁰ ».

En Chine, on n'a pas encore assisté à l'apparition d'un courant de chercheurs étudiant ces groupes. Alors qu'il existe un nombre croissant d'écrits dissidents ou féministes, en particulier produits par des intellectuels chinois vivant à l'étranger, il existe très peu d'études écrites du point de vue des minorités ou d'autres groupes désavantagés ou déposés. Les travaux féministes et l'étude des femmes dans la société chinoise ont commencé à exprimer une diversité d'opinions rarement entendues jusqu'ici¹¹. Ces études ont commencé à regarder la société

9. Cf. Ranajit Guha et Gayatri Chakrovorty Spivak, éd., *Selected Subaltern Studies*, Oxford, Oxford University Press, 1988.

10. *Ibid.*, p. v.

11. Cf. Emily Hong et Gail Hershatter, *Personal Voices: Chinese Women in the 1980s*, Stanford, Stanford University Press, 1988.

chinoise d'une multitude de points de vue, dont de nombreux avaient été supprimés ou ignorés. La collection publiée sous la direction de Gilmartin, Hershatter, Rofel et White en 1994, *Engendering China*, cherche à présenter une diversité de perspectives sur la société chinoise, démontrant que le colonialisme intérieur de la construction des genres influence non seulement la façon dont les sujets déterminés par leur genre agissent dans cette société, mais aussi celle dont nous les voyons.

Cependant, il existe peu d'études donnant la parole aux groupes subalternes qui ont pourtant des histoires indépendantes et des mémoires culturelles qui demandent à être comprises selon leurs propres termes plutôt qu'être placées dans une position périphérique, sub-régionale ou sub-ethnique. C'est pourquoi, à la fin de ce siècle, le sort des groupes subalternes en Chine devient de plus en plus important, à la fois pour comprendre le nationalisme croissant de la Chine, mais aussi la nature du colonialisme intérieur moderne.

63

LE NATIONALISME CHINOIS ET SES IMPLICATIONS POUR LES GROUPES SUBALTERNES

Dans un entretien accordé à la *Far Eastern Economic Review* de novembre 1995, Liu Binvan, l'ancien journaliste du *Xinhua* aujourd'hui écrivain dissident vivant en exil à Princeton, souligne clairement qu'il est essentiel de s'intéresser aux groupes ethniques subalternes chinois afin de comprendre le nationalisme chinois contemporain. « Le nationalisme et le chauvinisme han sont désormais les seuls instruments efficaces dans l'arsenal idéologique du Parti communiste chinois », affirme-t-il. « Tout problème surgissant dans les rapports avec les pays étrangers ou entre les minorités ethniques peut être utilisé pour mobiliser les sentiments "patriotiques" de la population en faveur des autorités communistes. » La récente multiplication de rapports au cours des derniers mois dans la presse officielle chinoise relatant des incidents séparatistes dans le Xinjiang et ailleurs signale que Liu Binvan a peut-être raison.

Après les avoir niées durant des décennies pour mieux souligner l'« unité nationale » chinoise, des rapports officiels ont récemment fait état avec force détails d'activités hostiles de la part des Tibétains et des musulmans dans les régions frontalières du Tibet, du Yunnan, du Xinjiang, du Ningxia ainsi qu'en Mongolie-Intérieure. Dans le Nord-Ouest, dans la région autonome ouïghoure de Xinjiang, le *Xinjiang Daily* a fait état de cinq incidents sérieux depuis février, dont une opération de répression qui a entraîné l'arrestation de 2 773 personnes sus-

pectées de terrorisme, et la saisie de 6 000 livres d'explosifs et de 31 000 chargeurs de munitions. A l'étranger, des groupes ouïghours ont affirmé que plus de 10 000 personnes ont été arrêtées lors de cette opération et plus d'un millier tuées. Le 2 mars 1996, le mollah progouvernemental de la mosquée Idyah de Kashgar et son fils ont été frappés de coups de couteau par des militants ouïghours refusant de céder. Le 27 mai, une autre attaque visait un représentant de premier plan du gouvernement et, en septembre dernier, six membres du gouvernement local ont été tués par d'autres Ouïghours à Yecheng.

64 Le gouvernement a répondu par une série d'arrestations arbitraires et de nouvelles déclarations politiques. Le 12 juin, le *Xinjiang Daily* parlait d'« activités rampantes par des séparatistes à l'intérieur et à l'extérieur du pays » qui avaient entraîné la fermeture de dix lieux de cultes « non autorisés », la punition des mollahs qui avaient prêché illégalement à l'extérieur de leurs mosquées et l'exécution de treize personnes accusées de meurtre, de vol, de viol et d'autres crimes violents, le 29 mai dans le comté d'Aksu (à 99 % ouïghour). Il semble que les mouvements de troupe vers la région soient les plus importants depuis la répression de l'insurrection dans la commune de Baren en avril 1990, et ils sont peut-être à mettre en rapport avec la campagne nationale « Frapper fort ». Cette campagne, lancée à Pékin en avril dernier, avait pour but à l'origine de réprimer le crime organisé et la corruption, mais elle vise désormais aussi les « séparatistes » du Xinjiang, appelant à construire une « grande muraille d'acier » contre eux. Le *Xinjiang Daily* du 16 décembre 1996 rapporte la déclaration suivante de Wang Lequan, le Premier secrétaire du Parti de la région : « Nous devons nous opposer au séparatisme et aux activités religieuses illégales de façon claire et générale, *en frappant fort* et de façon efficace contre nos ennemis. »

Des conflits inter-musulmans et des mouvements antigouvernementaux parmi les Hui se produisent depuis 1992 à Xi'am, dans le Yunnan et le Ningxia, la seule région autonome de la Chine du fait de son importante minorité musulmane. Dans le sud de la province de Ningxia, à Xiji, une lutte fractionnelle parmi les musulmans soufis en hiver et au printemps 1992-1993 a entraîné la mort de quarante-neuf musulmans hui et l'arrestation de quatre dirigeants locaux et provinciaux, deux d'entre eux se voyant condamner à la prison à vie. Bien que rendue publique par le *New York Times* seulement en novembre 1996, la féroce réaction gouvernementale face à ce conflit local et à d'autres de même nature a choqué les musulmans dans toute la Chine. Les *madrassahs* – les écoles liées aux mosquées – ont été fermées et un

moratoire a été imposé sur toute construction de nouvelle mosquée. De façon assez significative, une directive publiée l'été dernier demandant que, dans la province de Xinjiang, tous les secrétaires du Parti, jusqu'au niveau du village, soient des Chinois han, alors qu'il y a peu de Chinois han dans les villages dans le sud de la province de Xinjiang, indique jusqu'où le gouvernement est prêt à aller pour rétablir fermement son contrôle sur la région.

Alors qu'on entend beaucoup parler des changements de politique et du retour à la ligne dure au Tibet, avec l'interdiction de toute exposition publique de portraits du dalaï-lama et la rééducation politique des moines, on est moins informé des troubles et de la répression dans la province de Xinjiang. Contrairement au Tibet, les luttes entre différentes fractions musulmanes et les assassinats politico-religieux rendent la situation dans les régions musulmanes beaucoup plus complexe et volatile. Sans aucun équivalent du dalaï-lama, qui peut trancher lors de conflits et imposer un certain contrôle, les musulmans chinois, profondément déchirés par les luttes fractionnelles religieuses et locales, sont bien plus vulnérables à la répression violente.

65

Leurs divisions sont issues non seulement des caractéristiques de langue, de région et de nationalité, mais aussi de l'histoire des luttes fractionnelles au sein de l'islam. Bien qu'en majorité sunnites, les musulmans chinois se sont parfois violemment divisés à propos du courant soufi ou des mouvements de réforme visant à rendre l'islam moins « chinois » et à le mettre en plus grande harmonie avec ses versions contemporaines au Moyen-Orient. Depuis la dynastie ming, les réactions gouvernementales exagérément violentes face à ces conflits ont souvent entraîné l'union de musulmans autrefois divisés contre l'intervention de l'État. Les responsables de la République populaire de Chine essaient de plus en plus d'étouffer dans l'œuf les conflits inter-musulmans ou de jouer un rôle de médiateur au niveau local, avec un succès inégal. Il est clair que ces affrontements intérieurs peuvent avoir des implications internationales.

La République populaire de Chine, qui est un des cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU et un important exportateur d'armes au Moyen-Orient, est en mesure de faire peser son influence dans cette région. Étant donné la baisse des échanges avec la plupart des nations occidentales à la suite du massacre de Tiananmen au début des années quatre-vingt-dix, l'importance des partenaires commerciaux de la Chine au Moyen-Orient (qui sont tous musulmans, dans la mesure où Pékin n'entretenait pas de relations avec Israël

jusqu'à une période récente) n'a cessé de croître. Cela explique sans doute le fait que la Chine ait établi des relations diplomatiques avec l'Arabie saoudite en août 1990, ouvrant ainsi les premiers échanges directs entre les deux pays depuis 1949 (l'Arabie saoudite avait, auparavant, rompu ses relations diplomatiques avec Taiwan et rappelé son ambassadeur malgré des relations commerciales lucratives). En dépit d'une longue amitié avec l'Irak, la Chine a soutenu la plupart des résolutions de l'ONU au moment de la guerre contre ce pays. Bien qu'elle se soit abstenue sur la résolution 678 qui autorisait l'envoi de troupes sur le terrain, fermant sans doute ainsi la porte aux travailleurs chinois au Koweït, la Chine entretient des rapports solides avec le Moyen-Orient en tant que marché d'armes non sophistiquées et de main-d'œuvre sûre et bon marché. De récents rapports de presse ont fait état d'un accroissement des exportations de matériel militaire chinois au Moyen-Orient depuis la guerre du Golfe, sans doute pour contrebalancer les importations croissantes de pétrole de cette région destinées à satisfaire la demande de l'économie chinoise en surchauffe¹². Contrairement à ce qui se passe au Tibet, la Chine ne peut donc guère se permettre d'ignorer son problème musulman.

Cependant les autorités chinoises ont raison de noter que l'attention internationale croissante portée au sort des peuples indigènes périphériques a accru la pression sur ces régions, alors que même le gouvernement allemand exige le respect des droits de l'homme au Tibet à la suite d'une visite du dalaï-lama du 15 au 17 juin dernier. Le 2 juin, à Amsterdam, des partisans de plusieurs pays ont distribué des tracts demandant la libération de Kajikhumar Shabdan, 72 ans, poète, écrivain et animateur de radio kazakh emprisonné depuis 1987. Les tracts étaient imprimés en anglais et en hollandais et l'on demandait aux passants de les signer et de les envoyer à Abdulahat Abdurixit, président du gouvernement populaire de la province de Xinjiang. Le 11 novembre, à Munich, les « Journées de la jeunesse ouïghoure » ont attiré une centaine de délégués d'Europe, d'Asie centrale et du Moyen-Orient qui s'intéressaient au « sort » des Ouïghours. On peut noter aussi que le président récemment élu de l'Organisation des nations et des peuples non représentés, qui a son siège à Genève, est le Ouïghour Erkin Alptekin, fils du dirigeant nationaliste ouïghour Isa Yusuf Alptekin, mort en

12. James P. Dorian, Brett Wigdorz et Dru Gladney, « Emerging Energy, Economic and Ethnic Relations between Xinjiang, China and Central Asia », à paraître dans *Central Asian Survey*.

décembre dernier à Istanbul où un parc porte désormais son nom. Il existe actuellement au moins cinq organisations internationales, à Amsterdam, Munich, Istanbul, Melbourne et New York, qui œuvrent pour l'indépendance du Xinjiang – appelé le Turkestan oriental. Il est clair que le Xinjiang étant la dernière région musulmane sous contrôle communiste, les autorités chinoises ont plus à se soucier de ces pressions que du soutien international en faveur de l'indépendance du Tibet.

La vraie question cependant est : pourquoi attirer l'attention aujourd'hui sur ces activités au Tibet et dans la région musulmane de même que sur l'agitation des organisations extérieures ? Les groupes basés à Istanbul existent depuis les années cinquante, et le dalaï-lama fait campagne depuis son exil en 1959. Des activités séparatistes se développent, de façon limitée mais régulière, depuis l'expansion des activités commerciales de la Chine et se sont accentuées depuis l'ouverture de six voies d'accès au Xinjiang qui, en 1991, sont venues s'ajouter au chemin de fer transeurasien. Lors de son voyage de 1994 dans les nouvelles nations indépendantes d'Asie centrale, Li Peng a demandé l'ouverture d'une « nouvelle route de la soie ». Cette déclaration visait clairement à calmer les craintes des nouveaux États de la région face aux visées expansionnistes de la Chine, de même que le communiqué, publié à Shanghai en avril 1996, qui réaffirmait le tracé des frontières existantes entre la Chine et l'Asie centrale. C'est sans doute là l'exemple le plus récent et le plus clair de la volonté des autorités chinoises d'établir fermement les contours du « corps géographique » de la Chine.

67

LE SÉPARATISME DES RÉGIONS SUBALTERNES ET LA RÉPONSE CHINOISE

Le « corps géographique » chinois n'est pas menacé de décomposition interne. Même s'ils existent bien, les séparatistes sont peu nombreux, mal équipés, mal organisés et complètement dominés militairement par l'Armée populaire de libération et la Police populaire. Le soutien des populations locales aux forces séparatistes, en particulier dans le Xinjiang, est au mieux ambivalent et ambigu, étant donné la disparité économique entre ces régions et leurs voisins étrangers dont les pays sont, en général, bien plus pauvres et, comme dans le cas du Tadjikistan, ravagés par la guerre civile. Les gens se souviennent des périodes de famine de masse et des ravages causés par la guerre sino-japonaise au cours de la première moitié du siècle, sans parler de l'horrible chaos de

la Révolution culturelle. Le soutien international au Tibet n'a guère réussi à affaiblir l'emprise de Pékin sur la région. De nombreux militants locaux ne prônent pas un séparatisme total, ni une réelle indépendance, mais soulèvent plus souvent des questions telles que la destruction de l'environnement, les essais nucléaires, la liberté religieuse, les impôts excessifs ainsi que les limites imposées récemment au nombre d'enfants qu'une famille peut élever. De nombreux dirigeants ethniques demandent tout simplement une « réelle » autonomie, comme définie par la loi chinoise pour les cinq régions autonomes dirigées par des premiers secrétaires du Parti qui sont, tous, des Chinois han contrôlés par Pékin. Ainsi, annonçant l'extension de la campagne « Frapper fort » au Xinjiang, Wang Lequan, le secrétaire du Parti pour la région, déclarait-il qu'il n'y aurait « pas de compromis entre nous et les séparatistes ».

68 La publicité faite par Pékin à la cause séparatiste a peut-être plus à voir avec des problèmes politiques domestiques qu'avec une réelle menace séparatiste intérieure ou extérieure. Des actions récentes suggèrent que les autorités s'efforcent de promouvoir le nationalisme chinois comme « idéologie unifiante » qui pourrait être plus attirante que le communisme et plus facile à gérer que le capitalisme. En soulignant les menaces séparatistes et les interventions extérieures, les autorités peuvent détourner l'attention de problèmes intérieurs tels que l'inflation croissante, le développement des inégalités de revenus, les « populations flottantes » déplacées, la réunification avec Hong Kong et la succession de Deng. Le nationalisme est peut-être la dernière « idéologie unifiante » qui reste à une nation chinoise qui a commencé à prendre ses distances avec le communisme, comme elle l'avait fait, par le passé, avec le confucianisme, le bouddhisme et le taoïsme. Comme le note Bruce Kapferer, le nationalisme « rend le politique religieux ». C'est peut-être pourquoi les nationalismes fondés sur la religion, comme le fondamentalisme islamique et le bouddhisme tibétain, sont les cibles de Pékin, alors que le développement du chamanisme et de la religion populaire ne fait l'objet d'aucune attaque. En même temps, un ferme contrôle des activités musulmanes à l'intérieur des frontières est un message aux organisations musulmanes militantes extérieures, les invitant à ne pas s'ingérer dans les affaires chinoises. Lors d'un entretien à Téhéran en juillet 1994 avec l'ancien ambassadeur d'Iran en Chine, je me suis entendu dire que jamais l'Iran n'interviendrait en cas d'une répression ouverte contre les musulmans chinois, malgré le soutien apporté à la formation des imams soufis de Gansu et les relations étroites avec la Chine.

Tout événement, domestique ou international, peut être utilisé comme excuse pour promouvoir des objectifs nationalistes et construire une nouvelle idéologie unifiante. Comme Shen Guotan du ministère du Commerce extérieur et de la Coopération économique l'a révélé dans une déclaration à propos des récents différends commerciaux entre la Chine et les États-Unis : « Si les États-Unis vont jusqu'à imposer leur politique de représailles commerciales, la Chine, respectant les lois régissant son commerce extérieur, prendra des contre-mesures visant à sauvegarder sa souveraineté et sa dignité nationales. » Le commerce et le séparatisme deviennent des obstacles non pas au développement économique et politique mais au maintien de la dignité nationale. Toute action jugée « antipatriotique » par Pékin est tout de suite interprétée comme une tentative visant à diviser le pays et allant à l'encontre des efforts déployés par la Chine pour réunifier la totalité de son corps géographique. Hong Kong est le premier exemple de la marche de la Chine vers sa destinée historique, alors que les îles Spratly et Diaoyutai, sans parler de Taiwan, sont considérées comme des obstacles au développement national et à la réunion physique du pays.

69

CONCLUSION

L'EXPANSION DU COLONIALISME INTERNE CHINOIS

Lors de sa récente visite aux États-Unis, le ministre de la Défense Chi Haotian déclarait : « Nous espérons voir une solution pacifique [à propos de Taiwan], mais nous refusons cependant de renoncer à l'utilisation de la force. Toute l'histoire chinoise montre que quiconque divise la mère patrie est condamné par l'histoire. » Cela est dans la ligne du nouveau projet d'Histoire chinoise lancé par Song Jian, ministre des Sciences et de la Technologie, qui vise à produire une nouvelle chronologie de l'histoire du pays. Dans un éditorial du *Science and Technology Daily* du 17 mai dernier, Song expliquait que le but du projet était de démontrer l'existence en Chine de six mille années de développement « sans rupture ». « Contrairement aux civilisations égyptienne, babylonienne et indienne, ajoutait-il, la civilisation chinoise a duré six mille ans sans une seule rupture. » Le projet, qui devrait être achevé en octobre 1999, portera certainement un jugement sévère sur ceux qui sont accusés de séparatisme. Tant que le militantisme musulman sera taxé de « séparatiste », il sera considéré non seulement comme allant à l'encontre du destin national chinois, mais à l'encontre de l'Histoire elle-même.

Prasenjit Duara nous rappelle que la réécriture de l'histoire ne se limite pas à la Chine, mais va de pair avec tous les projets nationalistes dans le monde entier. La menace représentée par cette réécriture ne vise pas les voisins de la Chine, car ils n'appartiennent pas à une histoire nationaliste du passé de ce pays ni à son futur corps géographique. Au contraire, le développement de ce discours nationaliste pourrait avoir ses implications les plus sérieuses pour ses colonies internes, ses sujets subalternes. Et il ne faut pas oublier les paroles menaçantes de l'hymne national chinois : « La race chinoise se trouve à un tournant crucial, dressons-nous et construisons une nouvelle Grande Muraille avec notre chair et notre sang. » La question est donc de savoir ce qu'il adviendra des citoyens des régions périphériques au cas où un mouvement nationaliste en viendrait à les considérer comme une menace pour le pays, et non comme membres à part entière d'une Chine multinationale et multi-ethnique. Si les sentiments nationalistes l'emportent durant cette période de transition, quel sort connaîtront ces sujets subalternes qui vivent actuellement en Chine, mais au-delà de la Grande Muraille ?

R É S U M É

L'expansion de la République populaire n'est pas dirigée contre ses voisins, mais contre les groupes minoritaires faisant déjà partie de son « corps géographique ». Les peuples marginaux et périphériques prennent une place de plus en plus importante dans le développement du nationalisme chinois, à travers un processus d'incorporation et d'imposition du contrôle de l'État.